

Un poison nommé Rwanda (suite sans fin)

« **A**VANT l'attentat, on ne m'avait pas signalé de drames particuliers inter-ethniques. » Cette phrase ahurissante a été prononcée par le président François Mitterrand, le 30 juin 1994. Rapportée par « Le Canard » (2/4/98), qui publiait alors le compte rendu « confidentiel défense » d'une réunion rassemblant des responsables du dossier rwandais (dont le Premier ministre Balladur et le ministre des Affaires étrangères Juppé), elle dit tout de l'aveuglement – volontaire ou non – du pouvoir français face au génocide. Trois mois plus tôt, l'envoi d'un missile sur l'avion du chef de l'Etat rwandais, Juvénal Habyarimana, avait donné le signal de départ du massacre des Tutsis (et de Hutus modérés), dont le bilan est évalué par l'ONU à plus de 800 000 morts.

Les nazis tropicaux

Pourtant, avant même cet assassinat, les tueries duraient depuis plus de trente ans, attisées, dans les années 50, par le colonisateur belge pour mieux régner sur ce petit pays. Pourtant, aussi, quelques mois avant l'attentat, un carnage entre Hutus et Tutsis avait eu lieu au Burundi voisin, causant la mort de 100 000 per-

sonnes et provoquant l'exil de 300 000 Hutus au Rwanda ! Et Paris, protecteur militaire de cet Etat francophone, n'en aurait rien su ?

La commission d'historiens qui, le 26 mars, après deux ans d'épluchage d'archives, a rendu un rapport de 1 200 pages à Macron pointe les « **responsabilités lourdes et accablantes de la France** » dans le déroulement du drame. Tout en écartant l'idée d'une « **complicité** » collective tricolore (qu'aucune archive ne vient étayer), elle rappelle les efforts militaires (livraison d'armes, envoi de plus de 700 hommes, formation des cadres de l'armée rwandaise) et diplomatiques de Paris à l'égard d'un régime cultivant un racisme effréné, préambule au « **nazisme tropical** » décrit par le chercheur français Jean-Pierre Chrétien.

Mais le rapport Duclert (du nom de son président, historien et spécialiste de l'affaire Dreyfus) insiste aussi sur le rôle du chef de l'Etat dans ce dossier. Décidant seul, après consultation de son état-major particulier (EMP), Mitterrand avait à la fois la tête ailleurs et l'idée fixe. Entamant sa quatorzième année de présidence, affaibli par le cancer, mobilisé par une guerre plus proche, celle de Bosnie, le Président s'était forgé une opinion

très arrêtée sur une situation qu'il connaissait mal.

Convaincu qu'il fallait s'appuyer sur un pouvoir fort – ici celui des Hutus –, il faisait le meilleur accueil aux thèses confluentes. En particulier celles des militaires de l'EMP, mais aussi du secrétaire général de la présidence, Hubert Védrine, de sa petite « cellule africaine » bunkérisée et même du gaulliste Robert Galley, patron des amitiés franco-rwandaïses.

Tous redoutaient la progression, dans la région, de l'influence anglo-saxonne : le FPR tutsi était soutenu par l'Ouganda et, indirectement, par les Etats-Unis. De plus, le Rwanda défendait l'entrée vers l'immense, richissime, anarchique et... francophone Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo). Ce petit groupe a contribué à l'organisation des accords d'Arusha de 1993, naïve tentative pour ressouder les deux ennemis irréductibles, mais il a aussi favorisé un renforcement constant du pouvoir extrémiste de Kigali.

« Mal entouré ». C'est la formule généralement employée pour dédouaner – avec pudeur – un responsable qui s'est planté. Le rapport Duclert, qui applique cette idée à Mitterrand, insiste aussi sur la « **dérive des insti-**

tutions » fortement liée à la personnalisation du pouvoir propre à la V^e République. Paradoxe : Macron, qui endosse cet habit de chef avec délices, laisse aussi entendre qu'il va se servir du rapport pour instaurer de nouvelles relations vis-à-vis de l'Afrique en reconnaissant certains crimes du passé. Il devrait se rendre à Kigali avant l'été.

Pour déclarer, comme tant d'autres avant lui, qu'il veut en finir avec le devoir de mémoire sélective ?

J.-F. J.

LES RÉUNIONS ÉTUDIANTES M

TU PEUX PARTICIPER
MAIS EN TANT QUE
TU AURAS DROIT À
MOITIÉ DE PAROLE

